

Philanthropie, fiscalité et responsabilité sociale

INÉGALITÉS L'impôt n'est que l'un des outils permettant une meilleure répartition des richesses. L'engagement et la philanthropie sont également des moteurs puissants

Les chiffres pleuvent et se ressemblent: tous pointent vers un accroissement de la concentration des richesses entre les mains d'une minorité. Et, depuis la crise financière, la fortune des plus riches n'a cessé de croître. Selon le dernier rapport d'Oxfam, le nombre de milliardaires a doublé au cours de la dernière décennie et les 2153 milliardaires recensés possèdent davantage que 4,6 milliards de personnes.

Ces données incitent à la réflexion et en particulier au rôle que peuvent jouer les plus fortunés dans la société contemporaine et de quelle façon ils pourraient contribuer à améliorer l'harmonie sociale. Ces questions ont précisément fait l'objet d'une enquête du cabinet d'avocats Withersworldwide¹.

Il en est ressorti que toutes les personnes interrogées étaient conscientes de l'accroissement rapide de la disparité des richesses entre les plus riches et les plus pauvres et la plupart d'entre elles estimaient que la cohésion sociale risquait d'être mise à mal si cet écart n'était pas résorbé à court ou moyen terme.

Dans toutes les régions, il est reconnu que les personnes fortunées ont donné abondamment pour promouvoir le changement dans leur communauté ou leur pays, mais la forme de leur contribution peut être controversée. Les plus grandes divergences entre les avis des personnes interrogées apparaissent lorsqu'il est question de fiscalité. Néanmoins, il existe un large consensus autour de la nécessité de passer par l'impôt pour répondre aux besoins de la société et en assurer la cohésion à long terme. Aussi la suppression des niches fiscales vient-elle en tête des moyens susceptibles de contrer le sentiment d'injustice.

Autre constat intéressant, les priorités des jeunes généra-

tions évoluent et ces dernières sont davantage motivées que les précédentes par les questions sociales et environnementales. Cela influence leur attitude vis-à-vis de la richesse ainsi que le fonctionnement des entreprises. L'étude relève par exemple qu'à Hongkong les entreprises éprouvent des difficultés à embaucher des membres des générations Y et Z, à moins qu'elles ne soient elles-mêmes très engagées vis-à-vis des questions environnementales ou de durabilité et de diversité.

Gagner de l'argent ne suffit plus

L'engagement direct des plus fortunés paraît donc inéluctable et le temps d'une «Buffett Rule»² pourrait advenir plus rapidement que prévu. Il y a de grandes chances de voir la fiscalité des personnes les plus fortunées augmenter, d'autant plus que leur attitude face à l'impôt s'est modifiée. Ce dernier est mieux accepté parce qu'envisagé comme une contribution à la société. Gagner de l'argent ne suffit plus, il convient d'en assumer les responsabilités, dont celle de répondre aux défis sociétaux et de contrer la régression de la démocratie qui découle, entre autres, de la paupérisation des classes moyennes qui en sont le socle. Toute personne fortunée aura demain un passage obligé par la philanthropie ou l'investissement d'impact.

L'accroissement de la taxation des très grandes fortunes n'est cependant pas une panacée pour tendre vers un meilleur équilibre financier, ne serait-ce que parce que les très grandes fortunes ne représentent qu'une micropopulation. Dans cette équation, il sera donc nécessaire d'intégrer les entreprises. Comme elles appartiennent sou-

vent à des personnes privées, ces dernières pourront s'engager afin d'accélérer l'intégration des ODD (Objectifs de développement durable des Nations unies) dans les stratégies des entreprises. Cet effort paraît indispensable dans la mesure où nos sociétés se trouvent confrontées à des urgences environnementales, sociales et démocratiques.

La philanthropie peut également être un moteur essentiel pour le rétablissement d'un meilleur équilibre. Elle est fréquemment dénigrée au motif qu'elle ne résulterait pas uniquement d'un engagement altruiste. C'est lui faire un mauvais procès, car derrière la philanthropie il y a un législateur qui définit l'intérêt général et octroie des avantages fiscaux, juridiques ou autres à celui qui contribue à l'intérêt général, indépendamment de ses motivations. Qu'un Bill Gates se soit engagé dans la philanthropie pour redorer son blason ou par conviction importe assez peu du point de vue de l'intérêt général. En revanche, le fait que son action incite d'autres personnes fortunées à le suivre peut avoir un véritable impact.

Si les incitations à la philanthropie peuvent être considérées comme suffisantes, il manque néanmoins encore une reconnaissance des pratiques transfrontalières. À l'heure de la mondialisation, s'investir dans un projet à l'étranger reste compliqué. Un effort d'homogénéisation des pratiques en Europe et à l'international devrait permettre d'encourager son développement. ■

1) «Attitudes to wealth: Views on how successful people can shape tomorrow's world», Withersworldwide.

2) Programme fiscal ainsi dénommé à la suite de la déclaration de Warren Buffett selon laquelle les personnes les plus fortunées devraient être taxées davantage. ■

FRANÇOIS MOLLAT DU JOURDIN
PRÉSIDENT DE MJ&CIE

